

Lettre de Maputo: Ve Conférence Internationale de La Vía Campesina

Monday, 27 October 2008

Agriculture Paysanne et Souveraineté Alimentaire face à la crise mondiale Maputo, Mozambique, 19-22 octobre 2008

Le monde entier est en crise, une crise aux dimensions multiples, à la fois alimentaire, énergétique, climatique et financière. Les solutions offertes par le pouvoir – plus de libre échange, semences transgéniques, etc.- ignorent que la crise est le produit du système capitaliste et du néolibéralisme et elles en aggraveront les impacts. Pour trouver de véritables solutions, il vaut mieux se tourner vers la souveraineté alimentaire que propose La Vía Campesina.

Comment en est-on arrivés à cette crise?

Au cours des dernières décennies, nous avons vu l'avancée du capital financier et des entreprises multinationales, dans tous les aspects de l'agriculture et du système alimentaire des pays du monde entier. De la privatisation des semences et la vente d'agro-toxiques jusqu'à l'achat des récoltes, la transformation des aliments et leur transport, leur distribution et leur vente aux consommateurs, tout est entre les mains d'une poignée d'entreprises. Les aliments sont passés de l'état de droit pour toutes et tous à celui de simple marchandise. Les régimes alimentaires s'homogénéisent partout dans le monde, avec des aliments qui sont mauvais pour la santé, à des prix hors de portée des gens, entraînant la perte des traditions culinaires de nos peuples.

Nous assistons à une offensive du capital sur les ressources naturelles comme nous n'en avons pas vu depuis les temps coloniaux. La crise du taux de profit du capital les a poussés à lancer une guerre du secteur privé pour nous dépouiller, paysannes, paysans et indigènes. Nous assistons également au vol par le secteur privé de la terre, du territoire, des forêts, de la biodiversité, de l'eau et des minerais. Les peuples ruraux et l'environnement sont agressés. Les plantations d'agrocarburants sur de grandes surfaces de monocultures industrielles font partie de ce dépouillement, justifié par des arguments fallacieux sur les crises énergétiques et climatiques. La réalité cachée derrière cela est liée avec le système actuel de transport des biens sur de longues distances et le transport individualisé en automobiles, entre autres choses.

Aujourd'hui, l'apparition de la crise alimentaire et de la crise financière fait que tout s'aggrave. Cette même crise financière et les crises des aliments sont liées par la spéculation du capital financier sur les aliments et la terre, au détriment des gens. En ce moment, le capital financier revient plus désespéré et s'en prend aux biens publics pour son sauvetage, ce qui va conduire à des coupes budgétaires supplémentaires dans les pays et à plus de pauvreté et de souffrance. La faim dans le monde continue à croître. L'exploitation et toutes les formes de violence, notamment envers les femmes, augmentent. Avec la récession économique dans les pays riches, la xénophobie à l'encontre des travailleurs et travailleuses migrants augmente, tout comme le racisme et la répression. Enfin, le modèle dominant offre toujours moins d'opportunités pour la jeunesse dans les campagnes.

Pour synthétiser, tout va de mal en pis. Cependant, comme toute crise, des opportunités se font jour. Des opportunités pour le capitalisme qui utilise la crise pour se réinventer et trouver de nouvelles sources de profit mais également pour les mouvements sociaux. Ainsi, il est clair que les thèses du néolibéralisme sont illégitimes pour les peuples et que les institutions financières internationales (Banque mondiale, FLMI, OMC) démontrent leur incapacité à gérer la crise (en plus d'être à l'origine de cette même crise). Cela donne l'opportunité de les éliminer afin de construire d'autres institutions de régulation de l'économie mondiale qui ne servent pas d'autres intérêts. Il est bien clair que les entreprises multinationales sont les véritables ennemis qui se cachent derrière ces institutions. Il est bien clair que les gouvernements néolibéraux ne servent pas les intérêts de leurs peuples. Il est bien clair également que le régime mondial des aliments contrôlés par les entreprises multinationales n'est pas capable de nourrir la population mondiale alors que la souveraineté alimentaire fondée sur l'agriculture paysanne locale est plus que jamais nécessaire.

Que défendons-nous au sein de La Vía Campesina face à cette réalité?

La souveraineté alimentaire : Mettre un terme au capitalisme financier et renationaliser la production et les réserves d'aliments constituent la seule issue à la crise alimentaire. Seule l'agriculture paysanne nourrit les peuples, alors que l'agrobusiness produit des exportations et des agrocarburants pour alimenter les automobiles en lieu et place des hommes. La souveraineté alimentaire fondée sur l'agriculture paysanne offre la solution à la crise.

Face aux crises énergétiques et climatiques : la mise en place d'un système alimentaire local qui ne soit fondé ni sur l'agriculture industrielle, ni sur le transport sur de grandes distances, éliminerait jusqu'à 40% des émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture industrielle réchauffe la planète et l'agriculture paysanne refroidit la planète. Un changement des modes de transport, passant du transport individuel au transport collectif et un changement des modes de consommation constituent les étapes supplémentaires nécessaires pour faire face aux crises énergétiques et climatiques.

La réforme agraire véritable et intégrale et la défense du territoire indigène sont essentiels pour inverser le dépeuplement des campagnes et pour que la terre serve à produire des aliments plutôt que des exportations et des carburants.

L'agriculture paysanne durable : seule la production paysanne agroécologique peut déconnecter le prix des aliments du prix du pétrole, restaurer les sols dégradés par l'agriculture industrielle et produire des aliments sains et proches de nos peuples.

L'avancée des femmes est l'avancée de tous : la fin de tout type de violence envers les femmes, notamment physique, sociale et autres. La réalisation d'une véritable parité dans tous les espaces internes et les instances de débat et de prise de décision constituent des engagements obligatoires pour avancer en ce moment en tant que mouvements de la transformation sociale.

Le droit aux semences et à l'eau : Les semences et l'eau sont les sources de la vie et constituent le patrimoine des peuples. Nous ne pouvons pas permettre leur privatisation ni accepter les semences transgéniques ou de technologie Terminator.

Non à la criminalisation de la contestation sociale, oui à la Déclaration des Droits des Paysannes et des Paysans à l'ONU proposée par La Via Campesina. Il s'agit d'un instrument essentiel dans le système légal international pour renforcer notre position et nos droits en tant que paysans et paysannes.

La jeunesse dans les campagnes : Il est urgent d'ouvrir toujours plus les espaces dans notre mouvement pour l'incorporation de la force et de la créativité de la jeunesse paysanne, avec sa lutte pour se construire un avenir dans les campagnes.

Finalement, nous, hommes et femmes, produisons et défendons les aliments de toutes les femmes et de tous les hommes.

Nous, tous les participants et participantes de la V Conférence de La Vía Campesina, nous nous engageons à défendre l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, la dignité et la vie. Nous offrons des solutions réelles à la crise mondiale qu'affronte le monde aujourd'hui. Nous avons le droit de continuer à être des paysans et nous avons la responsabilité de nourrir nos peuples.

Nous sommes les paysans et les paysannes du monde et nous refusons de disparaître.

Pour la souveraineté alimentaire! Unité et mobilisation des peuples!

Globalisons la lutte! ¡Globalisons l'espoir!